



Parti Communiste Révolutionnaire de France



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Pas une voix pour les candidats du capitalisme !

J-L. Mélenchon : la fausse solution...

Il se présente comme le représentant de la « *France insoumise* ». Il a des talents d'orateur indéniables, et nous dirons qu'il est même capable, face à certaines injustices ou scandales, d'exprimer l'indignation de chacun-e d'entre nous. Mais est-ce suffisant pour se rallier à une candidature politique, et surtout appeler les travailleurs à se rallier à elle ? Nous ne le pensons pas. Et ce pour plusieurs raisons.

Ce qui caractérise la situation d'aujourd'hui, c'est la crise que traverse le capitalisme. Nous ne demandons pas à J-L. Mélenchon de partager notre analyse sur la crise générale du capitalisme (le fait que l'époque est celle du passage du capitalisme au socialisme), mais nous demandons de considérer à tout le moins que la crise économique que nous traversons, c'est une crise du capitalisme, une crise d'accumulation du capital et de surproduction. Et que par conséquent, on ne pourra pas en sortir sans avoir comme perspective la lutte contre le capitalisme. Or une première chose frappe à la lecture de sa brochure-programme *L'Avenir en Commun* : le mot capitalisme n'y est pas prononcé une seule fois !

Une campagne idéologique intense est menée par l'ensemble du courant réformiste pour nous expliquer que le grand problème d'aujourd'hui, c'est la « financiarisation » de l'économie, la Bourse, la finance (Hollande et Montebourg inclus). L'objectif, c'est de nous faire croire qu'il y aurait un bon capitalisme, industriel et honnête, et un mauvais, celui de la finance et des paradis fiscaux. C'est exactement la problématique de J-L. Mélenchon, dénonçant la Finance « *qui déserte la production réelle* », et pèse sur les artisans, les petites entreprises. Cette problématique se traduit très concrètement par le fait que les grands groupes monopolistes, pourtant aux mains du capital financier, sont purement et simplement ignorés comme adversaires dans le programme du candidat Mélenchon. Il n'est donc pas étonnant que, sauf pour les chantiers navals de Saint Nazaire, qui appartiennent à un groupe monopoliste étranger, aucune nationalisation, même bourgeoise, ne soit envisagée. Mais du coup, les coups de colère contre la finance se révèlent pour ce qu'ils sont : des injonctions morales, des fenêtres en trompe-l'œil.

Deuxième campagne idéologique intense et permanente : la perspective que nous offre la « *France Insoumise* », c'est un meilleur... partage des richesses. Or « partager mieux », cela veut dire que le capitalisme serait un système légitime et naturel, auquel il suffirait d'injecter un peu « d'humanité ». Le partage, même

amélioré, laisse face à face le Capital et le Travail, dans un rapport dominant/dominé, où l'exploiteur ne lâche rien tant que le rapport de forces lui permet de conserver sa position dominante. Une telle revendication, qui illusionne des centaines de milliers de travailleurs y compris combattifs, doit être combattue en permanence par les communistes notamment, pour que le syndicalisme de lutte de classe relève la tête. Nous ne sommes pas contre la taxation des transactions financières, mais il ne faut pas confondre, comme font les grincheux, « *les chantiers de la résistance populaire* » et le soutien d'un candidat aux élections présidentielles pour qui c'est la solution à tout. Au contraire, c'est à ces transactions financières en tant que telles qu'il faut s'attaquer !

Mais il n'y a pas lieu de s'étonner d'une telle naïveté, puisque le candidat de la « *France Insoumise* » commence son programme par l'affirmation que la crise que nous subissons, que le danger auquel nous sommes confrontés, ce n'est ni le capitalisme, ni la guerre qui se profile de par l'aiguïsement de la crise et des contradictions inter-impérialistes (entre USA, UE, Russie, Chine, Japon, Inde, Turquie etc.) ; c'est « *le dérèglement climatique et la menace qui pèse sur l'écosystème* » ! Or bien évidemment, puisque l'impasse est faite sur la source des menaces qui pèsent sur l'environnement, à savoir le capitalisme, la solution toute prête, c'est la « *transition écologique* », une autre des tartes à la crème du monde branché de la gauche de la gauche ; mais pas seulement : aujourd'hui, la tarte est partagée avec une partie de la droite, le PS, la famille Clinton, l'agent provocateur Daniel Cohn-Bendit, la Coop 21... À ce niveau-là, on se demande pourquoi ne pas appeler dès le début à voter pour Cécile Duflot. On retrouve dans *L'Avenir en commun* tout un tas de ces thèmes de prédilection tels que la lutte contre le productivisme, la nécessité de freiner la satisfaction des besoins. Le candidat Mélenchon est visiblement prolix et peu original sur le sujet : il propose de se retirer du nucléaire et d'abandonner l'exploitation des énergies fossiles dont le charbon ! Certes, on ne peut qu'approuver les mesures de protection de l'environnement (que nous ne saurions négliger), mais ici il s'agit bel et bien de s'attaquer à l'indépendance énergétique du pays (étrange silence chez certains des soutiens du candidat). On peut faire toutes les surenchères du monde : les possibilités de l'hydro-électricité sont saturées, et les barrages, quant à eux, ne font pas l'unanimité ; les énergies renouvelables ne permettront pas, d'ici 2050, de satisfaire les besoins en énergie. Eh non, le capitalisme vert ne réglera pas les pro-

Abonnez-vous
au journal

INTERVENTION
COMMUNISTE



web

blèmes, il en créera d'autres, parce qu'il est le capitalisme ! Et la démagogie ne remplace pas, loin s'en faut, la lutte contre le Capital ! J-L. Mélenchon propose de « définancieriser » l'économie (en régime capitaliste à son stade impérialiste, c'est un peu l'équivalent de l'extinction du paupérisme cher à Napoléon III...) !

Bien entendu, il y a un point sur lequel J-L. Mélenchon diverge avec C. Duflot : elle est pro UE, lui est « eurosceptique ». Mais là encore, les grandes déclarations (« L'UE, on l'a change ou on la quitte »), peuvent cacher des réalités plus triviales. Dans les faits, les solutions mises en avant par J-L. Mélenchon visent toutes à réaménager l'UE, non pas à la quitter et à la détruire comme machine de domination du Capital sur le continent. Même chose concernant l'appareil d'État bourgeois (que Mélenchon caractérise non comme le pouvoir du capital monopoliste, mais comme « le système de la caste médiatico-politique de la monarchie présidentielle ») : il ne permet aucun échappatoire, car cet État — fût-il républicain même avancé - et l'UE, qui en est l'extension, sont les instruments de la politique du Capital monopoliste.

Pour mener une politique anticapitaliste, qui bénéficierait de notre soutien critique, il faudrait résolument déclarer que l'on ne pourra la poursuivre qu'en quittant l'UE, y compris le Traité de Rome, et en s'attaquant au Capital dans toutes ses composantes, en préparant les travailleurs à construire leur propre appareil d'État ! Au lieu de cela, nous avons un plan A (la réforme) et un plan B, plans où à aucun moment n'est évoquée, même de manière allusive, la sortie de l'UE. Il est vrai que comme il ne s'agit pas de s'attaquer au Capital et de préparer la révolution, de toute façon, la sortie de la France de l'UE ne serait finalement qu'une nouvelle manière, pour le capitalisme français, de gérer sa politique européenne. Mais on n'en est même pas là ! Finalement, derrière les grands effets de manche, on n'est pas si loin des positions du PCF/PGE quand on se penche sur le détail des propositions. Ce qui est vrai pour l'UE, l'est pour la politique internationale proposée, qui n'est rien d'autre que la défense des positions de l'impérialisme français. Et nos pourfendeurs de l'énergie

nucléaire sont, tout comme EEV, brillamment silencieux sur la force de frappe française. Doit-on comprendre : « À bas l'électricité nucléaire polluante, vive la bombe H ! » ?

Ce sont ces raisons qui ont conduit notre parti à se prononcer contre le soutien à Jean-Luc Mélenchon. Nous ne pouvons pas nous permettre, au moment où le syndicalisme de classe redevient un point de référence pour les salariés, de mettre le prolétariat du pays à la remorque de la petite bourgeoisie réformiste.

Qu'il le veuille ou non, le programme de J-L. Mélenchon, étrangement semblable à celui de Syriza avant 2012 (quand ses dirigeants ne pensaient pas avoir des chances de gouverner), ne constitue pas une alternative. Captant les voix populaires du mécontentement, sa candidature cherche à rallier les travailleurs à l'idée que la révolution, la vraie, n'est plus à l'ordre du jour ; que la classe ouvrière, la classe des travailleurs, du prolétariat (peu importe le terme), n'existe plus en tant que force sociale capable d'en finir avec l'exploitation de l'être humain par l'être humain.

Pour autant, loin de nous l'idée de rejeter ceux qui vont succomber aux sirènes. À celles et ceux qui nous demanderaient : que proposez-vous pour les Présidentielles ? Nous répondons : Syndiquez-vous sur des bases de lutte des classes et rejoignez notre parti pour la révolution socialiste ! Il n'y a actuellement pas d'autre choix.

Pour conclure, nous estimons que le vote Mélenchon est un leurre dangereux pour l'avenir du mouvement révolutionnaire dans notre pays.

Pas une voix pour les candidats du capitalisme !

Rejoignez le PCRF pour vous défendre, pour la révolution socialiste !

*Le Comité exécutif du
Parti Communiste Révolutionnaire de France*

Consultez notre site

<http://www.pcrf-ic.fr>

Rejoignez le



Parti Communiste Révolutionnaire de France

- Le PCRF fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- Le PCRF vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Contact : Amis d'Oulianov - BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18

Lisez

INTERVENTION COMMUNISTE

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !



BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, étudiants, Privés d'emploi : 10 €,

Soutien à partir de 30 Euros

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ **VILLE :** _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV "

B.P.40084 - 75862 PARIS cedex 18